

Point de vue : Au Burundi, de nouvelles atteintes à la liberté d'expression

Human Rights Watch, 01 décembre 2015 Carina Tertsakian Les journalistes et défenseurs des droits humains au Burundi ont eu une année difficile. Une répression implacable du gouvernement a contraint la plupart d'entre eux à fuir le pays. L'assaut a été mené sur tous les fronts : fermeture par le gouvernement de toutes les principales stations de radio privées; menaces de mort répétées ; menaces de poursuites judiciaires basées sur des accusations fallacieuses, passages à tabac ; et tentative d'assassinat d'un éminent militant des droits humains, Pierre Claver Mbonimpa. La société civile dynamique du Burundi, ainsi que ses médias indépendants robustes, étaient jalouxés par l'autorité de la région dans le passé. Mais le gouvernement s'est employé cette année à les réduire à néant. Le dernier remonte à la semaine dernière, lorsque le ministre de l'Intérieur Pascal Barandagiye a ordonné à dix organisations non gouvernementales burundaises de suspendre leurs activités. Cette décision est survenue quatre jours après l'ordre du procureur général de geler leurs comptes bancaires. Parmi ces organisations figurent l'Association pour la protection des droits humains et des personnes détenues (APRODH), présidée par Pierre Claver Mbonimpa, ainsi que la Maison Shalom, qui porte assistance aux enfants vulnérables et gère un hôpital de la province de Ruyigi. En peine une semaine plus tôt, Antoine Kaburahe, directeur d'Iwacu, un journal burundais indépendant et respecté, a été convoqué au palais dans le cadre de son rôle présumé dans une tentative manquée de coup d'État militaire en mai dernier. Lors de sa comparution, les autorités l'ont interrogé, puis relâché. Toutefois, une seconde convocation lui a été adressée cinq jours plus tard, et les autorités ont ensuite demandé son extradition de la Belgique, où il s'est rendu dans l'intervalle pour des raisons professionnelles. Iwacu est une cible de choix pour un gouvernement qui s'en prend à tous ses acteurs, en particulier depuis que le président Pierre Nkurunziza a annoncé de manière controversée sa candidature à un troisième mandat à la tête du pays, élection qu'il a par la suite remportée cet été. Depuis la fermeture des principales stations de radio privées du pays il y a six mois, Iwacu est aujourd'hui le seul média indépendant au Burundi à enquêter et faire rapport sur les assassinats, les arrestations arbitraires et autres violations des droits humains. Plusieurs journalistes d'Iwacu ont été menacés par le passé, mais ont néanmoins poursuivi leur travail. Désormais, le gouvernement a son patron en ligne de mire, et ce n'est peut-être qu'une question de temps avant qu'il ne musèle Iwacu. Si le gouvernement burundais veut préserver ce qui lui reste de réputation en matière de droits humains, il devrait immédiatement lever la suspension des activités de ces organisations, annuler le gel de leurs comptes bancaires et abandonner ses tentatives de réduire au silence Antoine Kaburahe.